

ACTION URGENTE

ARABIE SAOUDITE. NOUVELLE ARRESTATION D'UN PRISONNIER D'OPINION

Le prisonnier d'opinion Mohammed Saleh al Bajady a été de nouveau arrêté huit jours après sa libération. Il aurait entamé une nouvelle grève de la faim. Amnesty International craint qu'il risque de subir des mauvais traitements, comme ce fut le cas lors de ses précédentes grèves.

Mohammed Saleh al Bajady a été libéré de la prison d'Al Hair le 6 août 2013 sans préavis et sans explication. Il n'avait pas fini de purger sa peine mais aurait été remis en liberté afin de pouvoir passer la semaine de l'Aïd el Fitr (qui marque la fin du Ramadan) avec sa famille. À la fin de la semaine, les autorités l'ont contacté pour l'informer qu'il devait remplir des documents à la prison, où il s'est rendu avec un de ses proches et deux militants. Peu après leur arrivée, ces derniers se sont vu demander de partir sans obtenir plus d'informations. Mohammed Saleh al Bajady les a appelés un peu plus tard pour leur dire qu'il avait été de nouveau placé en détention sans explication. Sa famille n'a pas pu lui parler mais celui-ci a réussi à communiquer avec elle indirectement, l'informant qu'il avait entamé une nouvelle grève de la faim pour protester contre son arrestation arbitraire et ses conditions de détention.

Cet homme a déjà été détenu au secret pendant près de 10 mois, durant lesquels il a passé la majeure partie du temps à l'isolement. Ses proches ont finalement pu lui rendre visite en juillet dernier. Ils ont par la suite expliqué qu'il avait perdu beaucoup de poids. Mohammed Saleh al Bajady a été nourri de force par intraveineuse pendant sept mois, malgré ses objections répétées et les douleurs à l'estomac dont il se plaignait, et il n'a reçu aucun traitement médical adapté. Amnesty International craint qu'il risque de subir des mauvais traitements, comme ce fut le cas lors de ses précédentes grèves de la faim.

Mohammed Saleh al Bajady est l'un des fondateurs de l'Association saoudienne des droits civils et politiques (ACPRA). Il a été condamné en avril 2012 à quatre ans de prison suivis d'une interdiction de voyager pendant cinq ans. Plusieurs militants pensent que cet homme est maintenu en détention pour avoir dénoncé des atteintes aux droits humains dans les centres de détention saoudiens et aidé de nombreuses familles de personnes détenues sans inculpation à porter plainte contre le ministère de l'Intérieur.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en arabe, en anglais ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à annuler la condamnation de Mohammed Saleh al Bajady et à le libérer immédiatement et sans condition car il s'agit d'un prisonnier d'opinion, détenu uniquement pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion ;
- priez-les instamment de veiller à ce qu'il soit protégé de la torture et d'autres mauvais traitements, et qu'il puisse régulièrement contacter ses proches et l'avocat de son choix, et bénéficier de tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin ;
- engagez-les à s'abstenir de prendre des mesures punitives à l'encontre de cet homme en raison de sa grève de la faim.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 25 OCTOBRE 2013 À :

Roi d'Arabie saoudite

King Abdullah bin Abdul Aziz Al Saud
The Custodian of the two Holy Mosques
Office of His Majesty the King
Royal Court, Riyadh, Arabie saoudite
Fax (via le ministère de l'Intérieur) : +966 1 403 3125 (merci de vous montrer persévérant-e)

Formule d'appel : *Your Majesty, / Sire,*
(Votre Majesté, dans le corps du texte)

Ministre de l'Intérieur

His Royal Highness Prince Mohammed bin Naif bin Abdul Aziz Al Saud
Ministry of the Interior
P.O. Box 2933, Airport Road
Riyadh 11134, Arabie saoudite
Fax : +966 1 403 3125 (merci de vous montrer persévérant-e)

Formule d'appel : *Your Royal Highness, /*
Monsieur le Ministre,

Copies à :

Ministre de la Justice

Shaykh Dr Mohammed bin Abdulkareem Al-Issa
Ministry of Justice
University Street, Riyadh 11137
Arabie saoudite
Fax : + 966 1 401 1741 / +966 1 402 0311

Formule d'appel : *Your Excellency, /*
Monsieur le Ministre,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Arabie saoudite dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la quatrième mise à jour de l'AU 91/11.
Pour plus d'informations : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/MDE23/025/2013/fr>.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

ARABIE SAOUDITE. NOUVELLE ARRESTATION D'UN PRISONNIER D'OPINION

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Depuis fin 2012, les autorités saoudiennes mènent une campagne de persécution de grande ampleur à l'encontre des défenseurs des droits humains, en engageant des poursuites judiciaires contre eux et en adoptant des mesures arbitraires. Sont particulièrement pris pour cible les militants qui utilisent le système judiciaire pour obtenir justice dans des affaires de violations des droits humains imputables au ministère de l'Intérieur et aux forces de sécurité, ainsi que ceux qui critiquent les failles des institutions nationales. Les membres de l'Association saoudienne des droits civils et politiques (ACPRA), fondée en octobre 2009, souffrent particulièrement de cette répression. Cette organisation signale des atteintes aux droits humains et aide de nombreuses familles de personnes détenues sans inculpation à se retourner contre le ministère de l'Intérieur devant le Tribunal des plaintes, une juridiction administrative chargée d'examiner les plaintes déposées contre l'État et les services publics.

Mohammed Saleh al Bajady, co-fondateur de l'ACPRA, a été incarcéré arbitrairement et détenu au secret sans inculpation à plusieurs reprises depuis 2007 pour avoir aidé des familles de détenus. Au cours des dix dernières années, les autorités ont placé un grand nombre d'individus en détention – plusieurs milliers d'après certaines informations – sans inculpation ni jugement, au nom de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme. Certains ont été relâchés au bout de quelques jours, d'autres ont été inculpés d'infractions relatives à la sécurité formulées en termes vagues et jugés à huis clos devant des tribunaux spéciaux, d'autres encore semblent avoir été victimes de disparition forcée. Mohammed Saleh al Bajady a également dénoncé des atteintes aux droits humains commises dans les prisons et centres de détention du pays. En décembre 2010, il a recueilli et transmis des informations sur les actes de torture et l'exécution extrajudiciaire dont a été victime un Yéménite au centre de détention de Tarafiyah, à Qasim.

Mohammed Saleh al Bajady a été interpellé à Buraydah, dans la province de Qasim, dans l'après-midi du 21 mars 2011. La veille, il avait marché avec des familles de détenus jusqu'au ministère de l'Intérieur. Des agents en uniforme et des hommes masqués habillés en civil – membres supposés du Service des renseignements généraux, qui dépend du ministère de l'Intérieur – l'ont amené chez lui et, selon des sources sur place, ont confisqué des livres, certains documents et des ordinateurs portables. Ils se sont ensuite rendus sur son lieu de travail où ils confisqué d'autres livres, documents et ordinateurs. Ils ont également filmé l'intérieur de sa maison et de son bureau.

Tout au long de la détention de cet homme, principalement à la prison d'Al Hair à Riyadh, ses avocats n'ont pas été autorisés à entrer en contact avec lui et ont été informés que leur droit de le représenter n'était pas reconnu par le tribunal. Ils n'ont pas pu assister aux audiences, qui ont débuté en août 2011, bien qu'ils aient attendu des heures devant le tribunal. Le jour du verdict, des militaires en uniforme étaient présents, ainsi qu'un représentant de la Commission nationale des droits humains, mais la date de l'audience n'avait été communiquée ni à la famille, ni aux avocats du prévenu.

Bien que les charges retenues contre Mohammed Saleh al Bajady et le verdict n'aient pas été rendus publics, on sait d'après des lettres écrites de sa main que le 10 avril 2012, le Tribunal pénal spécial de Riyadh, créé pour examiner les affaires liées au terrorisme et aux questions de sécurité, l'a condamné à quatre ans de prison et à une interdiction de voyager subséquente de cinq ans. Cet homme a, semble-t-il, été déclaré coupable d'avoir participé à la création d'une organisation de défense des droits humains, entaché l'image de l'État à travers les médias, encouragé les familles de prisonniers politiques à manifester et à organiser des sit-in, contesté l'indépendance du pouvoir judiciaire et possédé des livres interdits.

En mars et juin 2013, deux de ses avocats, Mohammad al Qahtani et Abdulkareem al Khoder, ont été déclarés coupables d'infractions similaires et sanctionnés respectivement de 11 et huit ans d'emprisonnement ainsi que d'une interdiction de voyager subséquente. Son troisième avocat, Fowzan al Harbi, fait actuellement l'objet d'une enquête. Abdulaziz al Hussan, qui représente Mohammad al Qahtani, a dû quitter le pays après avoir été questionné juste après avoir évoqué les conditions de détention de son client sur Twitter. Abdulaziz al Shubaily, l'avocat d'Abdulkareem al Khoder, fait lui aussi l'objet d'une enquête pour avoir insulté un agent de sécurité le jour où son client a été condamné. Tous ces hommes sont des cofondateurs et des membres actifs de l'ACPRA.

Nom : Mohammed Saleh al Bajady
Homme

Action complémentaire sur l'AU 91/11, MDE 23/030/2013, 13 septembre 2013

AMNESTY
INTERNATIONAL

